

## DÉLIBÉRATION N° CS 2025-05-053

### RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU PERSONNEL / MODIFICATIONS

**Nombre de membres :**

En exercice : 33

Présents : 19

Votants : 20

L'an deux mil vingt-cinq, le 29 septembre ;

L'assemblée délibérante du Syndicat mixte Cyclad, s'est réunie en séance ordinaire à l'atelier CycloB, Rue Hilaire Sassaro à Surgères (17700), sous la présidence de Monsieur Jean GORIOUX.

**Présents / Membres titulaires**

Mesdames Sylviane DORNAT – Ornella TACHE – Éliane TRAIN – Isabelle COSSON – Anne-Sophie DESCAMPS  
Martine BOUTET – Ghislaine GOT

Messieurs Jean-Michel CHATELIER – Jacky RAUD – Serge BERNET – Julien GOURRAUD – Jérôme GARDELLE  
Jean GORIOUX – Baptiste PAIN – Jean-Paul GAILLOT – David RAFFÉ – Sylvain BARREAU  
Philippe PELLETIER

*1 pouvoir de Monsieur Christian LUCAZEAU à Monsieur Jean-Michel CHATELIER*

**Présents / Membres suppléants**

Monsieur Michel PELLETIER suppléant de Monsieur Jean MOUTARDE

**Présence des suppléants sans vote****Absents titulaires**

Mesdames Lina BESNIER

Messieurs Christian LUCAZEAU (*excusé*) – Jean MOUTARDE (*excusé*) – Michel LALAIZON – Jean-Luc DUGUY  
(*excusé*) – Jean-Luc FOURRÉ – Gaby TOUZINAUD – Emmanuel JOBIN – Éric GUINOISEAU  
Stéphane AUGÉ – Jean-Pascal VIALE (*excusé*) – Patrick BOUSSATON – Alain FONTANAUD  
François VENDITTOZZI – Philippe NEAU

**Secrétaire de séance**

Madame Anne-Sophie DESCAMPS

**Convocations envoyées le :**

18 septembre 2025

**Affichage de la convocation le : (Art. L2121-10 du CGCT)**

18 septembre 2025

**Publication (affichage) ou notification du :**

30 septembre 2025



**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Code général de la fonction publique,

**Vu** l'avis favorable du Comité social territorial lors de la séance du 26 septembre 2025,

**Considérant** la nécessité de mettre à jour le règlement intérieur s'appliquant à l'ensemble du personnel précisant un certain nombre de règles, principes et dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services,

**Considérant** que la loi ne fixe pas les modalités d'attribution concernant les autorisations liées à des événements familiaux et que celles-ci doivent être déterminées par délibération,

**Considérant** le projet de règlement intérieur du personnel ci-joint et préalablement envoyé aux membres du Comité syndical,

**Il est proposé au Comité syndical :**

- D'ajouter le temps partiel sur autorisation et ses modalités de mise en œuvre,
- De préciser qu'un certificat final suite à un accident de travail doit être **obligatoirement fourni** au moment de la reprise ou à la fin de la période de soins,
- De mettre à jour l'annexe n°5 relative aux autorisations spéciales d'absence,
- De modifier l'article relatif à l'utilisation et au remisage des véhicules de service suite au nouveau règlement voté au dernier CST puis au Comité syndical le 05 mai 2025,
- De préciser le remboursement des frais kilométriques,
- De préciser que des sanctions disciplinaires peuvent être applicables pour des fautes commises en dehors de l'exercice des fonctions dès lors que cela désorganise le service.

Ces explications entendues, Monsieur le Président demande au Comité syndical de se prononcer sur la présente délibération.


**Après en avoir délibéré, le Comité syndical,  
19 membres présents, 20 membres votants, à l'unanimité,**

- Donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- Modifie le règlement intérieur du personnel et son annexe n°5,
- Dit que le présent règlement entre en vigueur à compter de l'exécution de la présente délibération,
- Autorise Monsieur le Président ou Monsieur le 2<sup>ème</sup> Vice-président à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

Fait à Surgères, le 30 septembre 2025

Le Président,  
**Jean GORIOUX**

Extrait certifié conforme,  
La secrétaire de séance,  
**Anne-Sophie DESCAMPS**



*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par les services du contrôle de légalité.*

